Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Manifestation-contre-la-perte-des-droits-au-Bresil>

Manifestation contre la perte des droits au Brésil

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : mardi 6 novembre 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Dafne Melo *

[Alternativas Internationales](#). Canada, le 2 novembre 2007

Le 24 octobre 2007, quelque 16 000 personnes, selon les organisateurs, ont participé à la manifestation de protestation dans la capitale de l'Etat fédéral brésilien Brasilia. Cette marche était convoquée par la Coordination nationale des luttes (Conlutas) et par l'Intersyndicale [opposition syndicale de forces en dehors de la CUT et, pour certaines, encore membres de la CUT].

La mobilisation était appuyée par des secteurs étudiants, par les Pastorales sociales et par d'autres organisations associatives. La manifestation était centrée sur les questions abordées lors du plébiscite populaire [voir sur ce site l'article qui est consacré à cette question en date du 24 octobre 2007] et dont l'abrogation de la loi de privatisation de la Compagnie Vale do Rio Doce était un thème central. Comme à l'occasion de la consultation populaire, les militant.e.s ont protesté aussi contre la hausse des tarifs de l'énergie électrique, contre le paiement de la dette publique et contre les réductions des droits des travailleurs, entre autres par le biais de la contre-réforme de la prévoyance sociale. Le changement constitutionnel à ce propos est discuté actuellement dans le « Forum national de la réforme de la prévoyance ». Changement qui est partie prenante du PAC [Programme d'accélération de la croissance], centre de la politique économique du gouvernement Lula.

Selon José Maria de Almeida (Ze Maria), coordinateur de Conlutas, cette contre-réforme, telle qu'elle est envisagée, va porter atteinte à une partie importante de la classe ouvrière : « Au lieu de travailler 35 ans pour obtenir une retraite, tel que la loi actuelle l'impose, il faudra travailler 52 ans pour pouvoir prendre sa retraite. C'est une proposition inacceptable, parce qu'elle impose encore plus des sacrifices aux travailleurs afin que le gouvernement puisse économiser de l'argent pour le donner aux banquiers » [entre autres par le biais du paiement des intérêts de la dette publique dont les secteurs financiers sont les principaux détenteurs].

La marche s'est arrêtée devant le Ministère de la prévoyance sociale, puis a passé devant le Ministère de l'éducation. Là, quelque 1000 étudiants ont protesté contre le programme du gouvernement fédéral dans le domaine de l'éducation supérieure ; actuellement, six rectorats d'université sont occupés par les étudiants. Pour ces derniers, les mesures prévues portent atteinte à l'enseignement supérieur public [un important secteur universitaire est privatisé au Brésil] et réduit l'autonomie des universités, telle qu'elle est prévue dans la Constitution brésilienne. (Trad. « A l'encontre »)

* Journaliste auprès de l'hebdomadaire *Brasil de Fato*.